

Juste Terre!

n°175 - DÉCEMBRE 2020

www.entraide.be

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

Édito

L'agriculture industrielle : la faim et les pandémies à son palmarès !

Avec la crise sanitaire du Covid-19, des millions de personnes ont plongé dans la pauvreté, aggravant la faim dans le monde qui touchait déjà 820 millions de personnes en 2019, soit plus d'une personne sur 10.

Les paysan-ne-s des pays du Sud constituent paradoxalement 70 % de ces victimes de la faim. Exiguïté de leurs terres suite à l'accaparement de grandes étendues par les multinationales, vulnérabilité accrue au changement climatique suite à la déforestation massive pour l'implantation de monocultures... L'agriculture industrielle

constitue la principale cause de ce paradoxe.

Une agriculture industrielle qui, en détruisant l'environnement et en pratiquant l'élevage intensif, est également à l'origine... de l'émergence et de la propagation de virus comme le coronavirus.

Il est donc plus qu'impératif de changer de modèle si l'on veut que la vie humaine perdure !

■ **Quentin Minsier**

Chargé de communication

L'agroécologie, un autre modèle pour nourrir et préserver la planète

En coopération avec des organisations partenaires locales, Entraide et Fraternité mène depuis 2017 un programme ambitieux pour la souveraineté alimentaire dans neuf pays : Brésil, Burundi, RD Congo, Guatemala, Haïti, Madagascar, Nicaragua, Philippines, Rwanda.

Ce programme prône l'agroécologie, un modèle qui soutient le développement d'une **agriculture familiale garantissant des revenus suffisants et le respect des droits des paysan-ne-s, tout en respectant l'environnement**, indispensable pour notre santé.

Guatemala Les paysan-ne-s retrouvent le contrôle de leurs semences !

Au Guatemala, la **pression des organisations paysannes** dont les partenaires d'Entraide et Fraternité (SERJUS, CDRO, CEIBA, COINDI, RED KUCHUB'AL) a forcé le Congrès guatémaltèque à **suspendre la « loi Monsanto »** adoptée en juin 2018.

Cette loi, en favorisant les pesticides chimiques, la commercialisation des OGM et le contrôle des semences par les multinationales, constituait **une menace pour la sécurité alimentaire** de milliers de familles qui vivent de la terre. **Une victoire historique pour un million de paysan-ne-s guatémaltèques.**



Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

Haïti Les paysan-ne-s revendiquent d'une seule voix le changement

Le programme a permis de finaliser **le Cahier national de revendications des organisations paysannes haïtiennes**. Le fruit d'un long processus coordonné par **la PAPDA**, partenaire d'Entraide et Fraternité, qui a notamment permis de donner une voix aux paysan-ne-s vivant dans les régions les plus reculées du pays et de faire germer une conscience politique aiguisée.

Le Conseil National pour la Sécurité Alimentaire a puisé dans ce Cahier national de revendications paysannes pour élaborer les *Politiques et stratégies nationales de souveraineté et sécurité alimentaires*. **Un pas de géant dans un pays où l'agro-business a jusqu'ici toujours été roi.**

Burundi Les femmes prennent aussi le contrôle

Grâce à la sensibilisation, l'alphabétisation et la formation en leadership, **la représentation des femmes dans les organes de décision des 98 coopératives** soutenues par les partenaires d'Entraide et Fraternité au Burundi (OAP, CAM et ADEPE CEPRODILIC) a **augmenté de 30 à 45 %**. Les femmes sont ainsi mieux reconnues au sein de leur communauté et les hommes acceptent enfin leur investissement en dehors du foyer.

Philippines S'unir pour faire face à la concurrence

Mais tout n'est pas parfait. L'évaluation pointe en effet **la nécessité de renforcer certains aspects comme la commercialisation des marchandises produites par les paysan-ne-s** ou **l'autonomisation des jeunes** afin de lutter contre le chômage.

Des points sur lesquels Entraide et Fraternité accompagne les partenaires à se renforcer. Aux Philippines, le partenaire **CONZARRD** a inauguré la **première coopérative Farmers for a Healthy World**. Elle rassemble des dizaines d'organisations paysannes et producteurs indépendants et permet de mieux faire face à la concurrence des produits importés.



LES RÉSULTATS DU PROGRAMME EXAMINÉS

Le Centre tricontinental (Cetri, Louvain-la-Neuve) s'est rendu en 2019 dans quatre pays - Burundi, Guatemala, Haïti et Philippines - afin d'évaluer, près de trois ans après son lancement, les résultats obtenus par notre programme.

Leur conclusion générale est claire : l'agroécologie prônée par Entraide et Fraternité et ses partenaires constitue la réponse la plus adéquate afin de nourrir et préserver la planète. C'est toutefois une lutte permanente car le rapport de force est extrêmement défavorable face au modèle agroindustriel soutenu par les gouvernements. Mais le programme crée des poches de résistance qui ne cessent de grandir.

Le Cetri a plus particulièrement analysé les résultats obtenus dans les 4 dimensions de l'agroécologie :

- ① **POLITIQUE** : placer le contrôle des semences et des terres aux mains des paysans, faire participer les paysans aux décisions, obtenir des soutiens publics, etc.
- ② **ENVIRONNEMENTALE** : supprimer l'utilisation d'intrants chimiques, renforcer la résilience et l'adaptation au changement climatique, etc.
- ③ **ÉCONOMIQUE** : développer des marchés locaux, diversifier les revenus agricoles, etc.
- ④ **SOCIOCULTURELLE** : autonomiser les femmes et les jeunes, renforcer les échanges de savoirs entre paysan-ne-s, etc.

Les résultats concernant l'accès aux semences et à la terre, la diversification des revenus agricoles et l'autonomisation des femmes sont notamment très encourageants.

Et en Belgique ?

Les actions de plaidoyer menées auprès des décideurs et décideuses politiques portent leurs fruits. En témoignent par exemple **les nouveaux accords de gouvernements wallon et bruxellois qui soutiennent la création de règles internationales pour encadrer les activités des multinationales** et ainsi mettre fin à leur impunité.

Concernant les actions d'éducation, le Cetri met en avant que les témoignages des partenaires du Sud et leurs échanges de vue avec les associations belges travaillant sur la précarité sont porteurs en termes de réflexion et d'amorce de changements de pratiques dans nos choix de consommation. À poursuivre !

■ **Quentin Minsier**

Chargé de communication

Burundi : faire jaillir des sources d'eau pour protéger la vie

Avec son partenaire burundais l'OAP (Organisation d'appui à l'autopromotion), Entraide et Fraternité mène un vaste projet d'aménagement de sources d'eau potable au sein des communes de Buyengero, Rumonge et Burambi de la province Rumonge au Burundi. Un projet qui, une fois achevé, permettra de faire jaillir l'eau de 15 sources, pour bénéficier à 3200 personnes.

OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

Le 6^e objectif de développement durable des Nations Unies est de garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable. Rendre disponibles et accessibles les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène fait partie intégrante de la lutte contre le virus et de la préservation de la santé et du bien-être de millions de personnes. **Selon des experts de l'ONU, nous ne pourrions pas enrayer la pandémie de Covid-19 sans que les personnes vulnérables aient accès à une eau gérée en toute sécurité.** Dans le monde, chaque jour, 1000 enfants meurent de maladies – pourtant faciles à prévenir – dues aux conditions d'assainissement et d'hygiène. Au Burundi, plus de 20 % de la population n'a pas accès à de l'eau potable. **La situation du Burundi est marquée par un recul important de ces indicateurs au cours des deux dernières décennies. Dans le cas particulier de l'accès à l'eau, alors que l'objectif de réduire de moitié, sur la période 1990-2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable a fortement augmenté.***

* Source : Rapport : *L'eau et l'assainissement au Burundi* sur <https://www.cncd.be/IMG/pdf/CWBCI2008/PagesBurundi.pdf>

Alors qu'avec la crise sanitaire du coronavirus, l'accès à l'eau devient d'autant plus vital, tant pour sa consommation que pour son usage d'hygiène, les pays en développement - comme le Burundi - font face à de nombreux paradoxes. En effet, **comment se laver les mains quand on n'a pas accès à de l'eau à moins de trois heures de marche ?**

Depuis 2019, Entraide et Fraternité et son partenaire l'OAP travaillent ensemble pour permettre d'assurer l'accès à de l'eau potable aux communautés rurales défavorisées, grâce à l'**aménagement de 15 sources d'eau** et le **renforcement des capacités des structures locales dans la gestion rationnelle et durable des ressources en eau**. En fait de sources d'eau, il s'agit plus précisément de bornes fontaines permettant l'acheminement des eaux des sources faisant l'objet d'un captage. Ce vaste projet permettra, à terme, à **près de 3200 personnes** (580

ménages) qui vivent sur des collines escarpées de la **province rurale de Rumonge** de bénéficier d'eau potable.

Protéger les enfants « porteurs d'eau »

Au Burundi, la plupart des communautés vivent dans des zones excentrées, leurs habitants doivent parcourir de nombreux kilomètres avec des bidons lourds pour atteindre une source d'eau potable. **Dans ces régions, ce sont généralement les femmes et les enfants qui sont « responsables » de l'acheminement de l'eau depuis les lieux de puisage.** La distance, le poids des bassines et le terrain accidenté provoquent chez eux de nombreux traumatismes, notamment crâniens. Les chemins sont particulièrement glissants, sans éclairage, et présentent donc un danger pour ces femmes et ces enfants. Installer des sources accessibles à proximité du village permettra aux porteurs et porteuses d'eau d'être en sécurité et de ne plus s'exposer à des risques de chute ou de violence (les mauvaises rencontres sont courantes sur le chemin).

Lutter contre la mortalité infantile

Outre le fait d'éviter aux enfants et aux femmes de s'exposer à des risques en prenant à leur charge l'acheminement de l'eau pour leur communauté, le projet des sources d'eau développé par l'OAP permettra d'**améliorer les conditions sanitaires de milliers de personnes et de lutter contre la malnutrition.** Aujourd'hui, sans source d'eau, les familles de ces régions isolées sont contraintes de boire une eau impropre à la consumma-



tion. Résultat : le taux de mortalité infantiles (moins de 5 ans) est extrêmement important en raison des maladies dites hydriques (maladies liées à l'eau ou dues à sa transmission : choléra, dysenterie, paludisme, insuffisances rénales, diarrhées, etc.). L'OAP souhaite que les familles de la province de Rumonge puissent bénéficier **d'une source d'eau potable accessible à moins de 500 mètres** de chez elles. L'enjeu est vital, évidemment, du point de vue de la santé et de l'hygiène ainsi que de l'agriculture, mais aussi pour des raisons financières et de développement social. **Construire ces sources d'eau demande une main d'œuvre spécialisée et du matériel adapté** (brouette, pioche, pelle, matériel aratoire - houes et machettes pour dégager la zone de la végétation -, marteau de masse, etc.). **Ce kit de terrassement est particulièrement coûteux** pour ces communautés qui n'ont presque rien. **Le soutien de l'OAP et d'Entraide et Fraternité est donc essentiel** pour parvenir à faire jaillir ces sources de vie.

Des comités de gestion de l'eau

La stratégie principale de l'OAP consiste à **former des animateurs et animatrices volontaires** qui participent au développement du projet afin qu'ils se l'approprient et le fassent perdurer. Travaux de terrassement, captage de sources, aménagement du pourtour de la source pour la protéger, construction de l'aire de puisage ou encore installation de parois de protection des talus : **le projet d'aménagement de sources demande plusieurs étapes et une implication forte des communautés.**

Afin de gérer au mieux ces sources, **les communautés seront également formées via des comités de gestion de l'eau et impliquées dès les prémices du projet.** Des comités se réuniront régulièrement pour former les personnes à l'entretien et à la maintenance des sources et sensibiliser les communautés à leur bonne utilisation. En plus de cela, des fontainiers seront formés et auront la responsabilité d'entretenir ces sources durablement.

« Avant, on buvait de l'eau qui nous rendait malades. Maintenant, je vais à la source chercher de l'eau qu'on peut boire sans être malade. »

Joceline, jeune burundaise.



QUEL IMPACT POUR CE PROJET ?

Les résultats attendus de ce projet ne manquent pas :

1. Sur le plan de la santé, l'objectif est de diminuer considérablement les maladies d'origine hydrique et le taux de mortalité (essentiellement infantile) qui en découle.
2. La réduction des maladies hydriques doit permettre à des communautés vivant de l'agriculture traditionnelle et n'ayant que de faibles revenus de diminuer l'impact des soins médicaux sur leur budget.
3. Une meilleure couverture en sources d'eau signifie une distance réduite entre le domicile et les lieux de puisage. Cela permettra d'améliorer les conditions de vie des femmes et des enfants, qui sont souvent ceux qui portent l'eau.

Offrir aux communautés rurales une vie digne

Enclavé dans la région des Grands Lacs, **le Burundi est l'un des pays les plus pauvres du monde.** 68 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. La population y a été meurtrie par douze ans de guerre civile. Malgré les gains tangibles aux niveaux sécuritaire et politique, il reste plusieurs défis à relever pour établir une paix durable, reconstruire le pays et relancer l'économie qui repose essentiellement sur l'agriculture. Mais, partout, on sent aussi se lever l'espoir. **Grâce au programme mis en place par l'OAP, de nombreux projets voient le jour pour permettre aux communautés rurales de mener une vie**

plus digne. Ce projet de sources d'eau y participe grandement puisqu'il amène l'eau, la vie dans les villages les plus reculés. Une avancée de taille, un projet essentiel pour proposer un avenir meilleur aux enfants de demain.

■ Céline Masfrand

Département communication

Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Action Vivre Ensemble asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | entraide@entraide.be | www.entraide.be | www.vivre-ensemble.be
 Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Fischer | Maquette et Impression Snel Grafics | Photos Entraide et Fraternité (sauf mention contraire)
 Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de



Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci

Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.